



Serge Cniz

Bulletin Trimestriel
de la Fondation Auschwitz
n° 6 - 7, septembre-décembre 1984
Adresse : 28, Galerie du Roi - 1000 Bruxelles

Driemaandelijks Tijdschrift
van de Auschwitz Stichting
nr 6 - 7, september-december 1984
Adres : Koningsgalerij, 28 - 1000 Brussel

Les articles publiés n'engagent que la responsabilité des auteurs.
Enkel de auteurs zijn verantwoordelijk voor de gepubliceerde artikels.

Ce numéro double 6-7 de la Fondation Auschwitz a été tiré à 1.300 exemplaires
Het dubbele nummer 6-7 van de Stichting Auschwitz werd gedrukt in 1.300 exemplaren.

SOMMAIRE

- Editorial	4
René Raindorf	
- Fascismes 1939 Fascismes 1984	7
<i>Contre Degrelle, contre Le Pen ? Oui, mais autrement</i>	
- Débat : Lettre de P. Henreaux	11
Yannis Thanassekos	
- Fascisme ou Totalitarisme ? (réponse à P. Henreaux)	13
- Halte à la banalisation !	39
Marie-Josée Chombart de Lauwe	
- Carré blanc et croix gammée	40
- <i>L'univers concentrationnaire : mémoires et témoignages comme sources historiques. Compte rendu du séminaire tenu à l'U.L.B., 1983-1984 dans le cadre du cours Questions d'histoire contemporaine (Professeur Robert Devleeshouwer, assistant, Hubert Galle)</i>	43
Léon Mazy	
- Application pédagogique au voyage organisé par la Fondation Auschwitz, 1984 ...	51
René Cornélis	
- Régine, een portret	60
Diane Godsoul	
- Réunion des enseignants du voyage à Auschwitz 1984	64
Alain Monczyk	
- Réflexions sur un voyage à Auschwitz	65
Jef Boden	
- Met mij kan morgen hetzelfde gebeuren	67
R. Vergaelen	
- Verslag van de studiereis naar Auschwitz en Majdanek in april 1984	68
Moniek Inghelbrecht	
- Auschwitz, enkele indrukken	69

Luc Janssen	
- Auschwitz en Birkenau	70
Els Bastiaens	
- Auschwitz - Veel moois en veel afschuwelijks gezien	71
- Lettre de remerciement des participants au voyage d'Auschwitz, avril 84	76
- Dankbrief van de deelnemers aan de ex-gevangenen begeleiders	77
Guy Desolre	
- Le "Goulag" et les camps de concentration	78
Maurice Honel et Pierre Créange	
- Poésie venue d'Auschwitz	81
Saskia Van de Zande	
- Gewoon	86
René Raindorf	
- Un livre, un TV-film, un dossier : Les révolutionnaires du Yiddischland	87
Mariette Altorfer	
- Un amour en Allemagne	88
Marie-Anne Paridaens	
- La résistance allemande	89
- Notes de lectures	94
George Clare : Dernière valse à Vienne. La destruction d'une famille, 1842-1942 (E. Jacquemyns); - André Feron : Je ne puis oublier (E.J.); - Alain Finkelkraut : L'avenir d'une négation. Réflexion sur la question du génocide (E.J.); - Pierre Angel : Hitler et les Allemands (E.J.); - André Tollet : La classe ouvrière dans la Résistance (E.J.); - Kazimierz Moczarski : Entretiens avec le bourreau (Diane Godsoul); - Olga Wormser-Migot : Le système concentrationnaire nazi, 1933-1945 (F. Degives); - Roman Hrabar, Zofia Tokarz et Jacek E. Wilczur : Enfance Martyre (D.G.); - Pierre Mertens : L'imprescriptibilité des crimes de guerre et contre l'humanité (J.L. Moortgat); - Hans Peter Richter : Mon ami Frédéric (A. Dehaspe);	

- Georges Goriely : 1933 : Hitler prend le pouvoir (F.D.) ; - Ana Novac : J'avais 14 ans à Auschwitz (D.G.) ; - Collectif : Problèmes choisis de l'histoire du K.L. Auschwitz (E.J.) ; - Collectif : Auschwitz (Oswiecim). Camp hitlérien d'extermination (E.J.) ; Bernard Mark : L'insurrection du ghetto de Varsovie (E.J.) ; - Recueil : Le racisme devant la science (E.J.) ; Roger Céré, Charles Rousseau : Chronologie du conflit mondial, 1935-1945, (E.J.)
- Informations 129

EDITORIAL

1984 Assistons-nous à la concrétisation de l'anticipation d'Orwell ? De quelque côté que l'on se tourne et quel que soit le domaine, nous assistons, impuissants, à des explosions de violence qui me paraissent être, indéniablement, le résultat de notre société bicéphale.

Un grand espoir était né avec la révolution russe, malheureusement trop rapidement récupérée par une nouvelle forme d'installation de castes privilégiées ; cette dictature du prolétariat qui n'avait été conçue et instaurée que pour voir, enfin, l'éclosion d'une réelle démocratie fut, hélas, détournée, sous des prétextes fallacieux de survie du système en donnant lieu à tous les excès que nous avons connus et que nous connaissons encore. Son couronnement en fut, après un moment d'espoir, l'installation de la co-existence pacifique incompatible avec l'existence de deux systèmes opposés. Second grand point d'espoir, la libération de la Chine de ses grandes plaies, telles l'ignorance, la pauvreté et les maladies. Là aussi, nous assistons à une forme de récupération de ce grand bond. Nous retrouvons le même phénomène en Amérique, en Afrique ou au Moyen-Orient.

Mais venons-en à notre Europe qui a bien du mal à se faire et dont chacun essaie de s'emparer. Notre région vécut un après-guerre exaltant et prometteur ; pensons à l'émancipation de l'homme, à sa sécurisation, à une plus juste répartition de nos richesses. Hélas, nous constatons à présent une récupération quasi générale de ces acquits et nos peuples anesthésiés par le confort et les facilités de nos sociétés de consommation se laissent enlever petit à petit tous ces avantages. Les mass média, entre les mains de quelques puissances, procèdent à un matraquage, quasi quotidien, des populations qui acceptent de voir ainsi disparaître les résultats de luttes ancestrales.

Partout, nous constatons la même résignation. Les élections européennes ont sonné le glas de la Démocratie (cf. Le Pen !).

Pourquoi notre action nous paraît-elle à présent plus nécessaire que jamais ? Nous qui avons survécu à l'aboutissement d'une époque, dont nous sommes les derniers témoins, nous sentons plus que tout autre, obligés d'en témoigner. Nous avons, en effet, déjà vécu la montée du fascisme, sa prise de pouvoir grâce à l'inertie des uns, à la division et la complicité des autres. Nous en avons porté au plus profond de nous-mêmes les stigmates ; le numéro tatoué sur notre bras nous en est un rappel constant et constitue

pour nous un traumatisme indélébile. Le gouvernement français a tenu à le reconnaître comme une invalidité fondamentale en octroyant à ceux qui en étaient porteur un taux forfaitaire d'invalidité permanente. Qu'attendent nos gouvernants pour suivre cet exemple qui ramènerait un peu plus de justice dans l'attribution des réparations. Les souffrances de l'univers concentrationnaire ont été supportées par tous indistinctement et là aussi nos camarades français bénéficient du statut de déporté, d'autres avantages venant récompenser ceux qui avaient été arrêtés pour leurs différentes formes de résistance. Chez nous, au contraire, l'on distingue les bénéficiaires du statut de prisonnier politique de ceux qui en sont bénéficiaires sans en porter le titre. Ceci nous paraît contraire à la loi organisant le statut du prisonnier politique et de leurs ayants droit (Moniteur belge du 16 mars 1947) qui en son chapitre I, article 1er stipule, entre autres, qu'auront droit au titre de prisonnier politique les belges dont l'arrestation est due à leurs opinions politiques ou philosophiques. Comment donc exclure les déportés raciaux de cette définition du législateur ?

1984 a été pour nous une année de travail intense, et cela n'est pas terminé. L'assemblée générale de notre Amicale des ex-prisonniers politiques et ayants droit des camps d'Auschwitz et de Silésie, fut particulièrement suivie et nous avons dû, malheureusement, penser à ceux qui nous ont quittés. Les discussions et les projets jaillirent de toutes parts et le Comité fut heureux de constater que son action était appréciée à sa juste valeur par des présents de plus en plus nombreux malgré leur grand âge et leur état de santé. La réunion de notre Fondation donna lieu à de nombreux constats : notamment la réussite exceptionnelle des différents voyages d'études à Auschwitz et leur impact au travers des enseignants et des mass média sur la population de notre pays.

L'inauguration du Mémorial conçu et créé par l'artiste belge Serge Creuz, ainsi que la salle d'exposition furent montrés au Palais des Congrès en octobre 1982. Sa Majesté le Roi Baudouin, ainsi que les plus hauts dignitaires du pays tinrent à s'associer à notre oeuvre. Le 17 avril dernier eut lieu son ouverture officielle à Auschwitz même, en présence de représentants du Palais et de nos ministres, ainsi que de hautes autorités polonaises devant 130 enseignants tant néerlandophones que francophones des différents réseaux, ainsi que de mass média et d'anciens concentrationnaires. Ce voyage d'études fut, en tous points, une réussite exceptionnelle, chacun y adhérant de tout son être. A aucun moment ne se posèrent ces problèmes lancinants qu'on nous oblige à vivre en permanence dans notre beau petit pays et chacun put, à loisir, percevoir la fausseté de tous ces problèmes dont on nous abreuve en permanence et derrière lesquels on essaie de camoufler les vrais problèmes tant économiques que sociaux.

La rencontre que nous avons organisée à la demande de différents participants à notre dernier voyage d'études, à l'Hôtel Ramada, démontra, si cela n'avait pas été fait auparavant, les liens affectifs et intellectuels qui avaient pu se créer en aussi peu de temps. Quelques lettres et appels téléphoniques marquèrent l'intérêt de ceux qui ne purent être présents.

Madame Lambot, échevin de la Ville de Bruxelles, nous apporta la bonne nouvelle du soutien de sa ville à notre action et l'attribution d'un splendide local mis à notre disposition pour la bibliothèque de notre Fondation aux Archives de la Ville de Bruxelles. Pensez dès à présent à réserver vos livres et autres publications traitant de la guerre et des problèmes de l'univers concentrationnaire et faites les nous parvenir avec vos nom et qualité.

Ce sera un lieu de rendez-vous, de séminaires et de réunions de travail organisés à l'intention de professeurs et d'étudiants. Son inauguration aura lieu prochainement.

Cette bibliothèque sera donc :

- 1°) un outil d'éducation permanente sur les questions du fascisme et de ses conséquences tragiques
 - par l'organisation de séminaires systématiques pour enseignants du secondaire et étudiants des universités ;
 - par l'organisation de rencontres et conférences.
- 2°) un instrument d'information et de sensibilisation du grand public
- 3°) un centre de recherches et d'études plus poussées, et même plus spécialisées.

Nous prévoyons, à la demande générale, à l'occasion de l'anniversaire de la libération d'Auschwitz, à la fin du mois de janvier, une grande rencontre entre les différents membres des groupes ayant participé aux voyages d'études de 78, 80, 82 et 84, afin qu'ils puissent échanger leurs réflexions. Vous voyez que le travail et les activités ne manquent pas et ne font que croître. C'est pourquoi votre aide nous serait précieuse et enrichissante.

Je profite de cette occasion pour remercier de tout coeur les membres de notre Comité, les permanents et bénévoles qui se dépensent sans compter pour la réussite de nos objectifs et qui nous sont d'un réel soutien moral.

Paul HALTER.

CONTRE DEGRELLE, CONTRE LE PEN ?

OUI, MAIS AUTREMENT

A l'heure où la venue prochaine à Bruxelles de J.-M. LE PEN, député européen d'extrême droite, est annoncée avec quelques remous, et où la Ligue des Droits de l'Homme de Bruxelles annonce qu'elle ne s'opposera pas à sa présence, je voudrais revenir sur le très intéressant article de Yannis THANASSEKOS dans le n° 5.

L'histoire du fascisme (des fascismes ?) est loin d'être terminée, d'autant plus que des régimes autoritaires et totalitaires divers, de droite et de "gauche" sévissent en une centaine de pays. L'histoire de la version hitlérienne du fascisme, le nazisme, a fait l'objet de nombreux travaux, mais tout n'a pas été dit. Le "réel historique" ne se confond pas avec celui "établi, fût-ce à titre provisoire, par l'historien" (Y. Th.). Quel historien ?

Le réel historique doit être recherché sans relâche, établi pièce par pièce, confronté, vérifié, critiqué. J'en prends pour exemple le combat que Maurice Dewilde a dû mener des années durant - et pas seulement contre les archives interdites - pour son émission, excellente selon moi, à la BRT d'abord puis, tant bien que mal et après 2 ans, à la RTBF.

L'immense mérite de ces émissions - que certains critiquent à cause de l'apparition de Degrelle - c'est de briser le silence sur les circonstances historiques qui entourent la guerre, l'occupation, les divers tenants de l'Ordre Nouveau et leur évolution. La Belgique était alors ce qu'elle était, complexe et mouvante, et l'Histoire rejette les simplifications, le Blanc et le Noir.

Ceux qui se rappellent les difficultés incroyables rencontrées en France, il y a 12 ans, par les réalisateurs du film "Le Chagrin et la Pitié", un découpage "historique réel" d'une tranche de France sous l'occupation, comprennent celles de Dewilde. Là aussi, à côté de résistants héroïques comme Mendès France, d'anciens collaborateurs, le gendre de Laval, d'anciens SS français expliquaient le mécanisme de pensée qui les animait à

l'époque. C'est cela, "l'élucidation et la compréhension profonde du phénomène fasciste" "indispensables pour protéger l'avenir" (Y. Th.).

Protéger l'avenir ? C'est le but fondamental de la Fondation Auschwitz. Et Degrelle ? me direz-vous. Eh bien, j'ai été heureux que ce méprisable criminel de guerre - que la Belgique officielle n'a jamais voulu vraiment arracher à l'Espagne - ait pu être enfin démystifié devant des centaines de milliers de jeunes téléspectateurs. Degrelle frappé par une censure impuissante était, selon moi, plus néfaste que la vision du personnage ridicule que Dewilde a remarquablement démasqué.

Lors de plusieurs conférences depuis 6 ans, de nombreux étudiants du secondaire ont demandé de pouvoir critiquer, confronter des exposés toujours patriotiques mais parfois unilatéraux. Ils avaient raison et je le leur ai dit.

En Histoire, le "révisionnisme" a parfois pour moi grande vertu. Je l'apparente à la permanence de l'esprit critique. Les circonstances de la guerre en Belgique, le rôle de Léopold III, d'Henri De Man, de P.-H. Spaak, l'iniquité dans la répression des lampistes et des autres en 1945, la réévaluation du rôle de Staline et même de Mao dans l'histoire - et tant d'autres - me paraissent indispensables.

Doit-on oublier que la Guépéou (aujourd'hui KGB) a largement précédé la Gestapo ? que le Goulag a précédé les camps hitlériens ? que le stalinisme a tué plus de communistes que Hitler ? que la répression de 56 à Budapest, l'invasion de Prague en 68, les massacres de paysans afghans en 1978-1984, le coup d'Etat militaire en Pologne en 1981 ne sont pas plus conformes aux Droits de l'Homme que la guerre au Vietnam, le coup d'Etat de Pinochet ou celui des généraux turcs ?

Il y a, hélas ! toutes sortes de fascismes. C'est un mot avec lequel il faut être circonspect. Le fascisme originel, celui de Mussolini, est différent du corporatisme de Salazar au Portugal, du régime de Horty en Hongrie, du nazisme, du franquisme espagnol, des colonels grecs, des généraux argentins, etc.

Les dizaines de régimes autoritaires, souvent militaires, qui sévissent aujourd'hui, ne sont pas nécessairement (pas encore ?) des régimes fascistes proprement dit. Et le problème se pose différemment dans la plupart des pays du Tiers-Monde que dans les pays industriels : Europe (Est-Ouest), Amérique, Japon.

Protéger l'avenir

Ce qui importe finalement pour nos enfants et petits-enfants, c'est le danger "de type fasciste" qui peut surgir en 1990... Et c'est pour cela que nous sommes sur la brèche, à Auschwitz tous les 2 ans avec les enseignants, et ensuite dans tous les coins de Belgique où on veut bien nous inviter.

Dans son autre article "Le Social refoulé", Thanassekos pose très bien le problème de l'analyse du processus de fascisation. En effet, la connaissance, la compréhension du passé doivent jouer un rôle essentiel dans la prévention des périls qui montent à l'horizon. Et il cite les alliés de ces périls : "crise économique et sociale, crise des valeurs, dislocation de tout référent, disparition des critères, érosion des convictions, désillusions cruelles, retour à l'individualisme, montée de l'irrationalisme, du mysticisme, ..."

Je dirai plus prosaïquement que la crise de la démocratie, impuissance, dégénérescence, est à la base de ces phénomènes. Je parle de crise économique, mais aussi politique, idéologique, nationale.

La démocratie se redressera ou elle périra.

On ne peut combattre et vaincre les idéologies totalitaires - sous quelque masque qu'elles se déguisent - qu'en les affrontant politiquement, en démontrant leurs nuisances par la capacité retrouvée de la démocratie de dire la vérité (enfin) de faire appel au courage (il existe) de résoudre les difficiles problèmes auxquels la société est confrontée. Ni par slogans, ni par coups de poing.

En 1934, avec les mouvements antifascistes, je me suis battu contre la Légion Nationale, le Verdinaso, Rex, le VNV. En 1932, les antinazis allemands - qui se battaient hélas ! aussi entre eux - ont combattu dans la rue, les milices hitlériennes avec un grand courage.

Eux, et nous nous sommes retrouvés à Breendonk, à Auschwitz ou au poteau d'exécution.

La difficile bataille politique pour l'écrasement des idéologies fasciste ou raciste et pour la restauration des valeurs démocratiques dans la conscience des masses est irremplaçable.

Si des hommes politiques ne se substituent pas aux politiciens démagogues et sectaires qui prolifèrent, gare aux hommes providentiels ... Manifestations et interdictions de parole ne suffiront jamais à les arrêter.

René RAINDORF.

DEBAT

Nous publions ci-dessous la lettre que nous avons reçue de notre ami Pierre Henreaux, l'un des participants à notre voyage d'études à Auschwitz. Elle comporte quelques commentaires critiques à propos de l'article de Yannis Thanassekos : Le social refoulé. D'Auschwitz à Maidanek, publié dans le numéro 5 de notre Bulletin (p. 21). Les remarques de Pierre Henreaux portent non seulement sur un problème extrêmement important, mais aussi et surtout sur une question fort actuelle et très controversée. Par ailleurs, nous venons de publier ici même (voir ci-dessus) une contribution de René Raindorf qui reprend et développe les questions soulevées par notre correspondant. Compte tenu de l'importance du sujet et de ses enjeux, nous avons jugé utile d'ouvrir le débat. Un débat que nous voulons aussi large que possible et auquel sont conviés tous nos lecteurs. En guise d'introduction, nous publions, après la lettre de Pierre Henreaux, les réactions de Yannis Thanassekos.

Après lecture de vos textes dans le cinquième bulletin de la Fondation Auschwitz, permettez-moi de vous adresser les questions et commentaires suivants :

Dans "Le Social refoulé", pp. 21 à 23, le terme "totalitarisme" (dictature, en général) n'aurait-il pas pu prendre avantageusement la place de "fascisme" (dictature de droite) ? Certes, votre réflexion est suscitée par les camps nazis, expression sine qua non du fascisme allemand, mais ne prenez-vous pas le risque d'éborgner "l'homme qui boîte" en oubliant le totalitarisme de gauche qui ne vit et ne peut vivre que de manière identique ?

A propos de Degrelle, pp. 43 à 47, je ne crois pas qu'il ait la parole, ni qu'il soit placé en position d'interlocuteur et a fortiori, d'interlocuteur respecté. Il est traité de mythomane, de mégalomane, de menteur et autres adjectifs du même tonneau.

Degrelle n'a que faire de l'objectivité, dites-vous ; De Wilde le montre à suffisance ! Chacune de ses interventions est interrompue pour faire place à une mise en évidence des contradictions, contre-vérités et mensonges de son auteur. Une telle manière de procéder, irrespectueuse, injurieuse et déséquilibrée discrédite le personnage et, avec lui, les spectres qu'il s'acharne à défendre comme un vieux clown qu'il est devenu.

Hitler à la télévision ? Si la chose était possible, OUI, dans les mêmes conditions ! ... et Staline ... et Béria ... etc.

L'entreprise était périlleuse, elle obligeait à une vigilance extrême mais l'enjeu en valait plus que largement la peine, d'autant plus que les jeunes générations ne se contenteront pas de vérités toutes faites.

Je vous remercie de l'attention que vous avez bien voulu accorder à mes propos (...).

Pierre HENREAUX.
Florennes, le 26 mai 1984

FASCISME OU TOTALITARISME ?

Une introduction

I.

Très souvent la simplicité de certaines questions n'est qu'apparente. Leur réelle complexité surgit, brusquement, alors qu'on essaye d'y apporter quelques réponses, fussent-elles incomplètes. Il faut se méfier des questions apparemment simples. Elles sont rarement innocentes. L'apparence de simplicité leur sert en fait de voile : mécanisme d'occultation des présupposés (implicites) qu'elles mobilisent et des problèmes non résolus qu'elles "couvent". Tel est le cas des questions qui me sont posées par notre ami Pierre Henreaux. En dépit de leur brièveté - ou, peut-être, en raison même de leur brièveté - elles sont, d'une part, grosses de nombreux présupposés liés à la conjoncture présente et, d'autre part, elles soulèvent un très grand nombre de problèmes extrêmement complexes se rapportant à l'analyse politique au sens le plus classique du terme. Aussi le lecteur ne doit-il pas s'étonner de la disproportion : mes remarques prendront beaucoup plus de "place" que les commentaires "simples" de Pierre Henreaux.

Plus précisément, les questions de mon interlocuteur télescopent - par une confusion certes involontaire mais fort courante aujourd'hui - deux niveaux d'analyse qu'il nous faudra ici, autant que faire se peut, soigneusement distinguer. Le premier niveau concerne la thématique générale, très en vogue ces derniers temps, du totalitarisme - du "totalitarisme de gauche et de droite", pour plus de précision. Il ne serait pas inutile de rappeler, et Monsieur Henreaux ne me contredira pas sur ce point, que les termes et les contours de cette thématique générale sont aujourd'hui fixés par le tout-puissant dispositif médiatique, un dispositif promu de nos jours, on le sait, au rang du plus grand producteur/consommateur des formules, notions, images, langages, schémas, signes et symboles à usage tout aussi public que publicitaire. Il me semble que cet aspect de la question renvoie à un tout autre problème : celui de la "communication" (des masses) au sens le plus moderne du terme. A ce titre, il renvoie à des investigations plus particulières et, pour ainsi dire, plus spécialisées (problèmes théoriques de l'imbrication communication/information/idéologies/industries culturelles, etc.). Le second niveau d'analyse auquel renvoient les questions de notre ami, concerne en revanche les

conceptualisations, les classifications et les analyses proposées et mises en oeuvre par les sciences politiques et historiques en matière de forme et de types d'Etat (de régime et de gouvernement) (1). Cette problématique d'une typologie générale des formes politiques date en fait de Montesquieu ; elle lui est même quelque peu antérieure. Depuis lors, avec l'avancement des sciences sociales et politiques et l'application d'une méthodologie appropriée, cette démarche a connu de très amples développements pour aboutir à la formulation des grandes théories modernes de l'Etat et de la sphère politique en général. Celles-ci procèdent désormais d'une périodisation de l'histoire qui s'efforce, en premier lieu, d'identifier les grandes formes de société et leur succession. A chaque forme sociale ainsi dégagée, on fait alors correspondre un type d'Etat pouvant, lui, revêtir plusieurs formes particulières. L'Etat moderne, par exemple, en tant que type d'Etat - né, pour l'Europe continentale, des grands bouleversements de la fin du XVIII^e siècle - a connu, tout au long de son histoire, plusieurs formes ; l'histoire moderne des différents pays européens en fournit la preuve. A leur tour, chacune de ces formes peut se définir à travers une multitude de régimes (présidentiel, monarchie constitutionnelle, etc.). Et chaque régime peut, quant à lui, correspondre à une diversité de formes d'exercice du pouvoir et à une variété de rapports entre les différents pouvoirs - législatif, exécutif, partis, etc. (comparer, par exemple, l'Angleterre et la Belgique, toutes deux ayant pourtant conservé la royauté). On aboutit ainsi à de vastes classifications des formes politiques selon les périodes historiques, voire selon les différentes conjonctures à l'intérieur de celles-ci. Les formes politiques ne sont pas envisagées ici comme des essences, en soi. Elles sont analysées et "répertoriées" en tant qu'ensemble concrets tout imprégnés de déterminations historiques et sociales. Philosophie de l'histoire, histoire, économie et sociologie sont directement investies dans les recherches proprement politiques. Dans le cas qui nous occupe, le concept de totalitarisme apparaît en effet d'autant plus important qu'il est censé nous permettre non seulement une meilleure identification des régimes fasciste et communiste, mais aussi une meilleure compréhension des périodes historiques, des sociétés, voire des doctrines et des idéologies qui leur correspondent.

(1) La lecture rapide de la table des matières d'un quelconque manuel de sociologie politique en fournit la preuve.

Sous ce rapport, il faut d'emblée prévenir le lecteur : il y a une différence fondamentale entre ce qui "se dit" et ce qui "se passe" sur la scène médiatique d'une part, et ce qui se produit et se construit d'autre part au niveau des disciplines qui essayent, modestement, d'étudier des phénomènes sociaux et historiques concrets, en vue d'élaborer, à leur sujet, des théories. Dans le premier cas, il ne s'agit, le plus souvent, que de l'air du temps, de la mode du jour (ou de la période), des formules et des généralisations qui visent plus à impressionner - et donc à obtenir de ce fait de larges consensus - qu'à analyser réellement les situations dans toute leur complexité. Comme en matière vestimentaire, ici aussi, sur la scène médiatique, on s'oriente de plus en plus vers un "prêt-à-penser" de la conscience moyenne. Dans le second cas, celui des disciplines sociales et historiques, il s'agit en revanche, du moins en principe, d'une lente accumulation d'observations et d'analyses permettant - en dépit des options politiques et idéologiques toujours en oeuvre - une meilleure intelligibilité, et donc une définition toujours plus riche des phénomènes observés. (Dans le cas qui nous occupe, il s'agit évidemment de l'analyse de certaines formes de société et de certains types d'Etat.) Le fait singulier que depuis un certain temps l'analyse politique - comme d'autres formes du savoir - se trouve être elle-même largement contaminée sinon supplantée par le discours médiatique ambiant (par ses formes et ses symboles), ne doit pas être imputé aux principes de la recherche scientifique, toujours relatifs parce que tributaires des options idéologiques, mais à d'autres facteurs qui lui sont, pour ainsi dire, extérieurs. En tout cas, ce fait, fort regrettable, constitue lui-même un phénomène social que de nombreux chercheurs ont essayé et essaient toujours d'expliquer. Mais c'est là un tout autre problème ... Il n'empêche que la conclusion généralement admise est la suivante : l'écran lumineux tend à devenir le point le plus obscur du monde.

II.

Les remarques de Pierre Henreaux, reprises et développées par René Raindorf dans ce même numéro, peuvent se résumer ainsi : s'agissant aujourd'hui de la critique et de la dénonciation du fascisme et du nazisme (ainsi que de la lutte contre leur résurgence), mieux vaut abandonner les vieux distingo et utiliser à leur endroit la notion infiniment plus pertinente du totalitarisme qui présenterait, précisément, l'énorme avantage de regrouper sous une même désignation et dans une même désapprobation toutes les formes

autoritaires et dictatoriales de la société (et d'Etat), y compris, et peut-être surtout, celles qui sévissent dans les pays de l'Est, principalement en Union soviétique. Tel serait, en effet, le sens de la formule si souvent évoquée, de "totalitarisme de gauche ou de droite", de "totalitarisme d'où qu'il vienne". En effet, toute distinction en la matière non seulement se heurterait aux données de l'observation la plus élémentaire, mais aussi - pire encore - elle risquerait d'apparaître comme une caution donnée (à donner) aux atrocités du Goulag (pour faire bref). En un mot comme en cent : le concept du totalitarisme nous permet de découvrir que le procès du fascisme et celui du "socialisme réellement existant" procèdent tous deux de prémisses sinon identiques du moins similaires. Dont acte.

Je ne compte pas aborder ici le fond du problème. Une telle entreprise dépasse, et de loin, les possibilités d'un simple article. Je me bornerai à avancer certains éléments de discussion et à ouvrir quelques pistes pour des recherches à venir. Ce faisant, j'espère pouvoir convaincre mon interlocuteur (et nos lecteurs) de la grande complexité des problèmes ici rencontrés et la nécessité d'être extrêmement prudent alors qu'on se propose d'élucider, à l'aide d'un seul concept, en l'occurrence celui du totalitarisme, une diversité de situations politiques et historiques. J'espère surtout pouvoir, sinon démontrer du moins décrire l'influence déterminante des différentes conjonctures politiques sur l'élaboration et la trajectoire du concept de totalitarisme. Du reste, il faut bien le dire, les questions et les querelles de terminologies n'ont d'importance que dans la mesure où elles impliquent (et où elles révèlent) des réels enjeux politiques, c'est-à-dire des enjeux qui peuvent enrichir notre connaissance.

Pour ce faire, je me propose tout d'abord d'avancer quelques réflexions préliminaires. Ensuite, je tâcherai de donner quelques indications - très sommaires - sur l'histoire, fort complexe par elle-même, du concept de totalitarisme (1). Pour terminer, j'essayerai d'identifier certaines questions qui me semblent être au coeur de la controverse.

(1) C'est l'ouvrage de Pierre AYCOBERRY (La Question nazie, Seuil, Paris, 1979) qui, sur ce terrain, m'a servi de guide.

III.

Le principal défaut du concept de totalitarisme tel qu'il est forgé et mis en valeur par le dispositif médiatique actuel - un défaut devenu, paradoxalement, sa qualité première - c'est, incontestablement, sa grande, ou plutôt sa trop grande généralité et, par voie de conséquence, son extrême imprécision. De fait, l'énorme succès qu'il a rencontré ces derniers temps tient essentiellement à l'impasse qu'il fait à toute définition plus ou moins rigoureuse. Et c'est cette absence de définition qui le rend, à proprement parler, indiscutable. Au double sens du terme : impossible à le discuter (à le discerner) et incontesté. En second lieu - nous allons y revenir -, le concept de totalitarisme présente cet autre défaut, devenu lui aussi qualité, de couper court à toute discussion relative aux origines, aux processus et aux ruptures qui ont engendré les phénomènes qu'il prétend, par ailleurs, identifier.

Dans son acception la plus générale, le terme "totalitarisme" évoque, au mieux, l'idée tout aussi générale de la contrainte exercée sur l'individu par la société et l'Etat alors que ceux-ci tendent, de multiples façons, à englober, à maîtriser et à se subordonner la totalité des activités humaines. Sous ce rapport, celui de la contrainte totale, le concept de totalitarisme risque de n'être qu'une simple tautologie sociologique : toute société organisée - et il n'y a de société qu'organisée - et tout Etat - et il n'y a eu jusqu'ici que des sociétés à Etat (1) - comportent inévitablement une multitude de contraintes dont la teneur, les degrés et les contenus varient, et de beaucoup, aussi bien dans le temps que dans l'espace.

(1) L'idée des "sociétés sans Etat" résulte d'une double démarche. La première est celle de l'anthropologie (politique) qui émet l'hypothèse - vérifiée, du moins partiellement - de l'existence, dans les temps les plus reculés, de certaines sociétés primitives (communauté primitive) dépourvues d'Etat et des fonctions étatiques (séparées). La seconde démarche est celle adoptée par le socialisme scientifique : après une période plus ou moins longue, plus ou moins tortueuse, de transition du capitalisme au socialisme, l'Etat est appelé à dépérir puis, finalement, à disparaître. Il va de soi qu'il serait absolument naïf de chercher, par rapport à ce schéma - qui, selon ses propres initiateurs, devrait prendre toute une période historique pour se réaliser -, une quelconque vérification empirique. Sous ce rapport, les actuels pays dits socialistes constituent, littéralement, des quasi-contre-exemples.

De même que le terme de totalitarisme, la notion de contrainte, exercée par l'Etat et la société sur l'individu, exige impérativement de nombreuses spécifications quant aux périodes et aux formes de société et d'Etat auxquelles elle est censée s'appliquer. Et quand bien même on déciderait de ne retenir ici que les seules formes politiques - exercice du pouvoir -, des objections similaires ne manqueraient pas d'apparaître.

La tyrannie grecque ou les dictatures romaines relèvent-elles du concept de totalitarisme ? Les historiens qui se sont penchés sur ces phénomènes - consécutifs à l'expansion de la navigation, du commerce et du développement de la plèbe (des facteurs qui ont fait craquer les sociétés aristocratiques archaïques) - sont beaucoup plus prudents en la matière et infiniment plus nuancés. La complexité des situations ici rencontrées ne se laisse pas réduire à des concepts aussi flous. Et, a contrario, la société féodale, plus particulièrement celle du haut moyen âge, aux contraintes économiques, sociales et idéologiques écrasantes et pour ainsi dire totales, mais où, chose significative, la contrainte spécifiquement étatique (politique) faisait défaut (1), relève-t-elle des "sociétés totalitaires" ? Qui se risquerait à répondre, hâtivement, par l'affirmative ? Que dire des situations et des formes politiques plus proches de nous, comme par exemple la dictature de Cromwell ou les processus complexes de la Terreur classique (1792-1794), puis des Terreurs blanches - thermidor, 1871 - qui ont accouché, à travers de multiples contradictions, de nos sociétés modernes, démocratiques et libérales ? (Nous y reviendrons).

On pourrait multiplier les questions jusqu'au XXe siècle, si "riche", hélas ! en régimes autoritaires. Mais ce serait là peine perdue. Le discours médiatique sur le totalitarisme ne nous fournira aucune réponse sur le champ historique et social d'application dudit concept. Celui-ci est posé, en effet, comme trans-historique et trans-social. Intéressant, à cet égard, le livre d'un certain Laurent Dispot, qui pourrait très bien avoir pour sous-titre : "Du totalitarisme tous azimuts" (2).

(1) Il serait plus exact de dire que dans ces sociétés la contrainte de l'Etat était non pas absente, mais plus ou moins fortement "diluée".

(2) Laurent DISPOT, La Machine à Terreur, Grasset, coll. "Biblio essais", Paris, 1978.

Je conseille sa lecture parce qu'il représente le type même du discours médiatique sur le thème. Sans s'en rendre compte, l'auteur démontre, par la négative, les inepties auxquelles on est conduit dès lors qu'on se propose d'établir l'équation : totalitarisme = terreur d'Etat = Hipparque = Sylla = Cromwell = Robespierre = Bonaparte = Lénine = Staline = Hitler = Mao = Castro = ..., et tout à l'avenant. L'ouvrage en question est une véritable "mine" d'erreurs historiques, de généralisations grotesques et d'interprétations loufoques. Cela arrive toujours lorsqu'on essaye de ramener de force les faits historiques à nos pétitions de principe. Le totalitarisme y est mis à toutes les sauces, "de gauche et de droite", avec comme résultat ceci de surprenant : les grands "totalitarismes" de l'histoire, au même titre que les grands dictateurs, ne sont finalement que les pièces d'une gigantesque poupée gigogne russe - soviétique, pour plus de précision. Vous pouvez commencer le jeu soit par le bas (Hipparque ou Sylla), soit par le haut (Brejnev) : c'est selon. Autre résultat "positif" de cette même démarche : Jean-Jacques Rousseau est déclaré (tous frais compris) père spirituel et grand théoricien de la machine totalitaire, des origines à nos jours. On mesure le grotesque de la situation ...

IV.

Je présume qu'il y a nombre de partisans du concept de totalitarisme (de gauche et de droite) qui ne sont pas prêts, pour la seule vertu du concept, à s'aventurer, à leurs risques et périls, dans les difficiles, tortueux et complexes chemins de l'histoire ancienne et moderne. Ceux-ci, plus réfléchis, préfèrent se limiter à l'histoire contemporaine, celle inaugurée par la célèbre grande rupture. Ils avancent alors un argument central qu'ils considèrent, à juste titre, de taille : le totalitarisme serait, dans son acception la plus récente, la négation brutale des Droits de l'Homme au moyen de la terreur, de la violence et de l'idéologie qu'exerceraient l'Etat, le Parti ou le Dictateur sur la société et les individus. C'est là un argument qui appelle réflexion.

Je dois signaler, pour commencer, que mon infini respect pour cette remarquable et inestimable conquête, sociale et politique, que sont les droits de l'homme ne m'empêche pas de voir, au coeur même de ce problème, un extraordinaire paradoxe - et les paradoxes historiques ne sont pas comme ceux de la logique ou de la linguistique. De fait, on oublie trop souvent que ces droits, fondement premier et de principe de nos sociétés modernes, ont été littéralement enfantés - aussi bien en tant que doctrine qu'en tant que réalité - par la violence, la terreur et la dictature d'une Révolution qui a pris

plusieurs années pour s'accomplir. Ils sont, démontrablement, consubstantiels à cette terreur - totalitaire ? -, voire à ces excès. Saint-Just ? Avez-vous dit Saint-Just ? Ces illustres Rédacteurs d'une Déclaration encore plus illustre, étaient-ils donc des fous ? Plaider la démence ? Cela ne nous avancera pas à grand-chose. Ce sera d'ailleurs, nous le verrons, un des thèmes des théories modernes sur le totalitarisme. Pour peu que l'on connaisse l'histoire de la Révolution française - pour ne pas parler de celle qui l'a précédée en Angleterre -, on s'aperçoit que la genèse des formes modernes de société et d'Etat constitue des processus très complexes qui ne se laissent pas réduire à quelques schémas ou même à quelques convictions, fussent-elles de bonne foi. L'histoire avance, du moins en apparence, de façon contradictoire où chaque chose semble enfanter son contraire. Bref, évoquer les Droits de l'Homme afin de mieux préciser la notion du totalitarisme me semble être une démarche fort utile, en ceci, justement, qu'elle nous montre que les choses sont infiniment plus complexes qu'on aurait pu le penser au début.

V.

Faire l'histoire du concept de totalitarisme depuis son apparition jusqu'à nos jours, étudier les contextes dans lesquels il a émergé et les multiples usages qu'il a reçus, cela exigerait de nombreuses recherches, fouillées et systématiques. C'est un projet auquel nous espérons pouvoir nous attacher dans l'avenir. Partant de l'ouvrage de Pierre Ayçoberry (*op.cit.*), nous nous limiterons ici à quelques indications, nécessairement sommaires, schématiques et provisoires.

Historiquement parlant, les termes de "totalitarisme" et de "totalitaire" apparaissent, semble-t-il, dans les années 20 avec le fascisme italien (nous y reviendrons), puis et surtout dans les années 30, avec la montée et la victoire du fascisme en Allemagne. Il s'agissait alors de désigner les mouvements et les régimes autoritaires qui avaient vu le jour dans l'entre-deux-guerres. L'histoire du concept de totalitarisme - en tant que préoccupation politique - depuis sa genèse jusqu'à nos jours, peut être divisée en quelques grandes périodes que nous allons passer en revue avant de les examiner d'un peu plus près : les années 30 ; la Seconde Guerre mondiale ; la période qui va, *grosso modo*, de 1948 à la détente (1956) ; les années 60 ; et enfin notre période, celle des années 70, caractérisée, comme je l'ai déjà dit, par l'irruption du discours médiatique sur cette question.

Les préoccupations et les réflexions qui sont à l'origine du concept de totalitarisme

dans ce qu'il a précisément de plus actuel, à savoir comparaison/analogie/rapprochement/assimilation entre le fascisme et le communisme, apparaissent, en Allemagne même, quelques années après la prise de pouvoir par Hitler (H. Rauschnig, Die Revolution des Nihilismus ..., 1937). Nous reviendrons sur cette période très significative quant aux premières grandes ambiguïtés dudit concept. Mais avant de passer en revue les autres périodes, précisons rapidement ceci : il va de soi que dans la discussion qui suit nous n'examinerons pas l'abondante production littéraire qui, durant ces mêmes périodes, portait exclusivement sur le fascisme, c'est-à-dire sur le fascisme en tant que phénomène spécifique - même si certaines de ces analyses tentaient parfois quelques incursions lucides de "l'autre côté" (communisme). En fait, les recherches sur le totalitarisme - entendu dans son sens usuel - n'occupent, à l'intérieur de cette énorme littérature, qu'une place finalement fort restreinte. Elles ne sont devenues importantes qu'aujourd'hui en raison, notamment, de l'amplification médiatique qu'a reçue le concept en question. C'est, exclusivement, de ces recherches que nous nous occuperons ici. Signalons aussi que les travaux les plus marquants sur le fascisme, dont certains ont fait date et constituent, encore aujourd'hui, de vrais chefs-d'oeuvre d'analyse, ne sont pas dus tous à des penseurs marxistes, promarxistes ou marxisants. Loin s'en faut. Nombre d'intellectuels, de toutes obédiences, se sont refusés alors à ce genre d'assimilations hâtives et simplistes. Des intellectuels allemands, exilés tôt aux Etats-Unis et qui ont intégré les milieux universitaires américains - des milieux fort enclins pourtant à ce genre d'analyse comparative -, concluaient, dès 1935, à l'impossibilité de faire des rapprochements significatifs entre l'Allemagne nazie et la Russie soviétique. Leurs différences seraient infiniment plus substantielles et marquantes que leurs traits apparemment communs (Hans Kohn, "The Pattern of Dictatorship", in Dictatorship in the Modern World, 1935). Comme nous l'avons déjà dit, cette démarche, couronnée par le concept de totalitarisme, apparaîtra en Allemagne même quelques années après la prise de pouvoir par Hitler. Elle proviendra, nous allons le voir, de certains milieux très particuliers. Puis elle émigrera vers les Etats-Unis pour connaître une très, très longue carrière.

Entre 1940 et 1945, nous constatons toutefois - pour des raisons faciles à comprendre - un certain déclin des recherches relatives au totalitarisme. Certes, au début, le pacte germano-soviétique incita quelques-uns à reprendre la problématique comparaison/assimilation/totalitarisme (C.J. Hays, "The Novelty of Totalitarianism in the History of Western Civilisation", 1940 ; Th. Woody, "Principles of Totalitarian Education", 1940) ; mais l'essentiel des travaux de cette période portait ailleurs

(F. Neumann, E. Fromm ; H.J. Laski, T. Parson, etc.), notamment et entre autres en direction des préoccupations psycho-sociologiques, déjà fort présentes dans les années 30. En revanche, juste après 1948, et sous le coup de la guerre froide, les travaux et les recherches autour du totalitarisme et des sociétés totalitaires connaissent un essor remarquable et prennent une tout autre allure. Durant cette période, qui marque la première apogée du concept de totalitarisme, les recherches sur les "sociétés totalitaires" s'articulaient de plus en plus autour de toutes sortes de théories connexes, souvent antérieures et relativement autonomes : problèmes relatifs à l'émergence de l' "ère des masses", un phénomène qui traumatisa nombre de penseurs de l'époque ; enquêtes sur la "personnalité autoritaire" ; théories sur la formation et la "sélection des élites", sur le leader-ship, sur la rationalité bureaucratique ; analyses des grandes organisations, du commandement, des hiérarchies sociales, de la manipulation des foules, de la logique de la démente, etc. - des théories censées expliquer le fonctionnement et surtout les disfonctionnements, les anómies de l'ainsi dite "société des masses" (D. Lerner, The Nazi Elite, 1951 ; H. Arendt, The Origins of Totalitarianism, 1951 ; C.J. Friedrich, "The Unique Character of Totalitarian Society", 1954 ; K.W. Deutsch, "Cracks in the Monolith", 1954 ; Z. Brezinski, "Totalitarianism and Rationality", 1956, et tant d'autres). Ce sont là les premières tentatives, d'origine quasi exclusivement anglo-saxonne, pour construire, sur base d'une série d'indicateurs socio-institutionnels, un modèle abstrait, atemporel, de la société totalitaire, fascisme et communisme confondus. Mais, nous allons le voir, il s'agissait là essentiellement de théorisations de circonstances dictées par la confrontation Est-Ouest qui battait alors son plein (voir plus loin).

Après la fin des années 50 et puis, surtout, dans les années 60, ce mouvement s'amplifie, se structure, mais aussi se nuance. Depuis 1956, le climat international avait en effet changé, et les rapports entre l'Ouest et l'Est entraient dans la phase du dégel que l'on sait. Aussi les chercheurs occidentaux durent-ils mettre sévèrement en question les travaux trop unilatéraux et fort tendancieux de leurs collègues politologues des années 50. Parallèlement à cette situation, un autre mouvement s'amorce. En effet, dès la fin des années 50, puis dans les années 60, on essaye d'intégrer les discussions autour du totalitarisme dans les cadres de la sociologie politique et des sciences sociales, alors en pleine expansion (K.D. Bracher, B. Seidel, W. Sauer, G. Schulz, O. Stammer et d'autres ; des ouvrages collectifs comme Totalitarianism in Perspective, 1969 - voir plus loin).

Désormais, les travaux sur le totalitarisme prennent un caractère fort différent. On constate, notamment, la formation de plusieurs courants de pensée qui essayent

d'intégrer leur conception du totalitarisme dans les différentes "écoles" déjà existantes en sciences sociales et historiques : normativisme, fonctionnalisme, systémisme, essentialisme, phénoménisme, descriptivisme, etc. Les motifs immédiatement politiques et propagandistes ayant été provisoirement refoulés, le souci d'une certaine scientificité commence à prendre le dessus. Certes, les préoccupations partisans n'ont pas déserté les discussions autour du concept de totalitarisme, mais on essaye davantage d'approfondir les analyses. Nous y reviendrons. Toujours est-il qu'à partir de ce moment (années 60), le concept de totalitarisme perd son caractère de circonstance et devient strictement solidaire des divers présupposés méthodologiques et idéologiques propres à chaque école en sciences humaines. Dès lors, le débat se déplace et se généralise. Tout discours sur le totalitarisme devient, par là même, tributaire d'un ensemble de définitions préalables : Etat, pouvoir, institutions, régime, autonomie du politique, rapport entre la sphère politique et les structures économiques, etc. On voit les difficultés et la prudence qu'exige, dans ce cadre, l'utilisation du terme de totalitarisme : elle mobilise, sans le savoir, un grand nombre de présupposés, parfois des plus classiques : qu'est-ce que l'Etat ? quels rapports entretient-il avec les classes et les fractions de classes sociales ? qu'est-ce qu'une classe dirigeante ? quel est le degré d'autonomie des mécanismes de légitimation politique - et des institutions qui l'incarnent : partis, gouvernement, ... - par rapport aux structures économiques ? On comprend que toutes ces questions ne relèvent plus des slogans médiatiques, mais des analyses et des discussions propres à la sociologie politique.

Aussi les différents courants de pensée politique ont cherché, dans les années 60, à définir le totalitarisme dans les cadres de leur propre système de références (nous y reviendrons). Les uns ont tenté de différencier le totalitarisme des autres formes autoritaires par une série de critères spécifiques, comme par exemple l'existence d'une idéologie globalisante, d'un parti unique et l'exercice, par l'Etat, d'un triple monopole : sur les moyens de communications, l'armée et l'économie. Depuis sa formulation par C.J. Friedrich (1954), ce modèle a connu plusieurs raffinements. D'autres, en revanche, préfèrent mettre l'accent, à la suite des travaux des années 40 (F. Neumann), sur les fissures et les contradictions des systèmes totalitaires (K.W. Deutsch, 1954). D'autres encore, postulant une plus grande autonomie de la sphère politique, essayeront, plus classiquement, d'intégrer le totalitarisme dans les vastes classifications, déjà existantes, des différentes formes de régimes et de gouvernements : selon les rapports entre les divers pouvoirs (exécutif, législatif, ...); selon le régime des partis (les légitimations politiques); le mécanisme de désignation des élites, etc. Quelques-uns finirent par

conclure que, tout compte fait, le totalitarisme tombe dans la classe générale des Dictatures (dictature révolutionnaire/dictature conservatrice/dictature libérale, ...), avec comme spécificité qu'il se donne pour objectif la réalisation d'une révolution totale. Certains autres, enfin, voulant sortir des sentiers battus de la sociologie politique classique, cherchent à appliquer le concept de totalitarisme à d'autres sociétés, fort éloignées dans le temps et dans l'espace : certaines communautés primitives ou empires anciens, chinois et asiatiques. Ce sera la problématique générale du Despotisme. Bref, le débat des années 60 sur le totalitarisme a foisonné dans tous les sens et pris les directions les plus diverses. Signalons, en passant, que la question des droits de l'homme n'occupait pas une place décisive dans toutes ces discussions. Ce sera là le propre de la décennie suivante. Toujours est-il que cette démultiplication des définitions et la prolifération d'emplois souvent abusifs, ont conduit certains chercheurs (B. Barber, Totalitarianism in Perspective) à critiquer sévèrement le concept du totalitarisme et les abus auxquels il a conduit. On conteste sa spécificité ainsi que sa légitimité scientifique dès lors qu'il est appliqué à des situations différentes de celles qui lui ont donné naissance. D'autres critiques lui reprochent son caractère essentiellement normatif ainsi que son parti pris pour certaines valeurs politiques et idéologiques que l'on pourrait qualifier de néo-libérales. De fait, L. Dispo (op.cit.), qui n'y va pas par quatre chemins, le déclare explicitement : seul le modèle néo-libéral peut faire face aux divers totalitarismes de gauche ou de droite. Autrement dit, le débat des années 60 autour du concept de totalitarisme se clôt plutôt par un constat d'impuissance que par une quelconque clarification quant au champ d'application dudit concept.

Depuis lors, les discussions autour du totalitarisme ont déserté le cadre de la sociologie politique (1) pour émigrer, avec force et fracas, au début des années 70 vers la scène médiatique, toute prête - et toute impatiente, sans doute - à les accueillir.

(1) En revanche, fait significatif, on enregistre, pour cette même période, un remarquable développement des travaux et des recherches sur le fascisme qui renouent, tout en la perfectionnant, avec la grande tradition, notamment sociologique, qui avait caractérisé les études des années 30 et 40 sur les mouvements et les sociétés fascistes. Mais c'est là un tout autre problème. L'essentiel sans doute. Mais "totalitarisme" oblige ...

Sitôt dit, sitôt fait. Toutes les questions théoriques restées pendantes durant les périodes précédentes, toutes les incertitudes qui pesaient sur le concept de totalitarisme quant à sa capacité de rendre compte des spécificités des sociétés fasciste et soviétique, se muèrent alors, tout d'un coup, en autant d'avantages pour lui. Des nouveaux spécialistes des totalitarismes apparurent sur la scène au sens propre du terme : la scène médiatique. La "communication" à sensation, aussi bien écrite que télévisuelle, s'empare illico presto de l'"objet" totalitarisme pour en faire un produit de consommation de masse. C'est le début de la seconde "révision" de l'histoire du fascisme. La première consiste, on le sait, à nier purement et simplement l'existence des chambres à gaz. La seconde, celle qui s'inscrit en creux dans les actuelles considérations médiatiques autour du totalitarisme, consiste en l'opération inverse : on accepte l'existence des chambres à gaz nazies d'autant plus volontiers et, pour ainsi dire, à condition qu'on ne nie pas leur existence, sous des formes différentes, à l'"Est communiste". Tel est le sens, très souvent, de la question si fréquemment entendue : "Le fascisme ? ses massacres ? D'accord ! Et le Goulag ?" Je suis persuadé que ni Pierre Henreaux ni René Raindorf ne sont prêts à poser la deuxième question comme condition d'existence de la première. Il n'empêche que c'est bien là un "conditionnement" fort en cours dans le discours médiatique ambiant. Cette deuxième révision de l'histoire du fascisme, contrairement à la révision bien connue des faurissoniens, n'a pas fait, jusqu'ici, l'objet d'une étude systématique (1). Pourtant, elle est tout aussi dangereuse. Et elle lui est strictement synchrone.

VI.

Nous avons dit que les préoccupations relatives au concept de totalitarisme apparaissent dans la foulée des années 20, puis dans les années 30 avec la montée et la victoire du fascisme en Allemagne.

(1) Cette question a été soulevée, il est vrai, mais par ricochet, dans l'étude d'Alain FINKIELKRAUT, L'avenir d'une négation, Seuil, Paris, 1982. Mais malheureusement, cet ouvrage laisse à désirer sur beaucoup d'autres points, et non des moindres, notamment en ce qui concerne l'analyse des attitudes et de la pensée socialistes sur un grand nombre de questions historiques impliquant l'antisémitisme, le sionisme, l'impérialisme, etc.

Il semblerait que, tout au début, la notion du totalitarisme fut évoquée, en Italie fasciste, avec une connotation essentiellement positive : un système permettant l'émancipation de l'intérêt général (Etat) des intérêts particuliers, contradictoires et antagonistes, qui déchirent la société civile. Le règne de l'Etat (Totalité) était censé délivrer l'individu des oppositions et des conflits d'intérêts, privés, égoïstes et mesquins, qui règnent dans la société. On reconnaît là une très vieille idée, érigée, au début du XIXe siècle, en véritable système de philosophie politique (1). L'idéologie fasciste s'en empara, semble-t-il, à ses tout débuts, afin de se donner une apparence de justification "philosophique". Mais personne n'était dupe. Il est possible que Hegel, fort apprécié par l'intelligentsia italienne, "soit passé par là". Mais les véritables raisons de l'adhésion initiale - avec ou sans réserves - de plusieurs intellectuels italiens au mouvement fasciste doivent être cherchées ailleurs, notamment dans la conjoncture sociale et culturelle d'alors. C'est là, toutefois, un tout autre problème...

C'est seulement quelques années après la victoire définitive du fascisme en Allemagne - et alors qu'étaient déjà élaborés, à l'étranger, nombre de grandes analyses et des réquisitoires contre le fascisme en tant que tel - que s'amorce réellement le grand mouvement de pensée qui, par divers types de convergence, aboutira, vers les années 50, à la formulation de la notion du totalitarisme dans sa connotation habituelle, strictement négative et impliquant la problématique : comparaison/analogie/rapprochement/assimilation entre les doctrines et les régimes "fasciste" et "communiste" - démarche d'ensemble que j'appellerai désormais, pour être bref, "théorie de l'amalgame". Le concept de totalitarisme est né en effet, nous allons le voir, comme "théorie de l'amalgame". Il en constitue soit son résidu, soit son couronnement - cela dépend du point de vue auquel on se place. Et dans sa trajectoire, il n'a fait que suivre fidèlement l'évolution des diverses théories sur l'amalgame.

(1) Nombre de personnes de cette époque (première moitié du XIXe s.), progressistes compris, caressèrent pour un moment cette philosophie politique, jusqu'à ce que un Allemand, fort avisé, s'est mis à démontrer, au milieu du siècle, exactement le contraire : l'Etat, loin de délivrer l'individu des chaînes que lui impose la société civile, organise et garantit au contraire sa soumission. Depuis lors, l'idée d'un "Etat sauveur" à connu de nombreuses fortunes se rattachant à toutes sortes d'idéologies conservatrices et providentialistes.

Chercher l'origine de cette idée promise à une si longue et si glorieuse carrière, c'est chercher la source des ambiguïtés qui pèsent sur elle dès sa naissance. Les premières tentatives de théorisation de l'amalgame - et qui sont directement liées au concept de totalitarisme - émergent en Allemagne même quelques années après la prise de pouvoir par Hitler, en 1937 plus précisément. Nous allons voir que les pères spirituels du totalitarisme "de gauche et de droite" se plaçaient alors d'un point de vue fort particulier, qui doit faire réfléchir sérieusement - en raison des présupposés politiques qu'il mobilise - nombre de nos actuels promoteurs dudit concept. D'où viennent, en effet, ces genres de théories, à l'époque et en Allemagne ? Elles proviennent, directement, de milieux politiques et intellectuels les plus conservateurs et les plus réactionnaires ou, plus exactement, de certains milieux qui, après avoir adhéré pour une période plus ou moins longue au mouvement et au régime fascistes, rompent avec lui vers les années 1935-1937. Le concept totalitarisme/théorie de l'amalgame est à dater de 1937 (nous y reviendrons). Pour comprendre cette réaction des milieux conservateurs allemands, il faut se placer du point de vue de la conjoncture d'alors. En effet, ces milieux conservateurs ont passé, en une décennie, d'un traumatisme social à l'autre : des troubles révolutionnaires de 1918-1920 aux bouleversements des années 1930-1933. Plus que toute autre chose, c'est la peur de la révolution qui les hantait. Le fascisme et le pouvoir hitlérien leur sont apparus alors comme une digue susceptible d'épargner l'"Allemagne nouvelle" des affres de la révolution communiste. Avec ou sans réticences, ils y ont donc adhéré. Quelques années plus tard cependant, et alors que Hitler était déjà installé au pouvoir, ils reviennent sur leur position, rompent avec le fascisme et prennent, comme tant d'autres l'avaient fait depuis longtemps, le chemin de l'exil. Et c'est alors qu'ils élaborent la fameuse théorie du totalitarisme/amalgame.

Pourquoi cette rupture avec le fascisme ? Parce que, à l'épreuve de quelques années d'exercice du pouvoir fasciste, Hitler leur est apparu non pas comme une digue contre la révolution, mais comme le promoteur décidé du projet et de la révolution communistes. Hitler se voit accusé d'être un dangereux bolchevique, pire que Lénine. Son anticommunisme n'était que de vitrine - pour séduire les conservateurs -, son réel projet étant de socialiser le monde, de dissoudre les classes sociales et de socialiser toutes les activités humaines ! On voit l'inversion de la réalité et les mobiles de la rupture. Alors que toutes les illusions sur les "aspects sociaux" du programme national-socialiste étaient, et depuis longtemps, dissipées, les pères spirituels du totalitarisme, non seulement prirent à la lettre ses faux accents anticapitalistes, mais, en plus, ils lui

accordèrent des objectifs qu'il n'avait même pas formulées - ne fût-ce que démagogiquement. On comprend alors qu'ils virent en Hitler un ennemi d'autant plus redoutable qu'il se présentait comme un anticommuniste. La théorie du totalitarisme/amalgame procède de cette "lucidité". Deux cas sont ici significatifs : celui d'Alex Emmerich, et surtout celui d'Hermann Rauschning, qui peut être sans doute considéré comme le premier initiateur du concept de totalitarisme dans son sens le plus actuel.

Le premier est un journaliste catholique qui, partageant les illusions de nombre de ses coreligionnaires, adhère au fascisme et soutient, en 1933, le nouveau régime. Il rompt quelques années plus tard et, en 1937, alors qu'il avait quitté l'Allemagne, publie, sous un pseudonyme (E. Alexander), un réquisitoire contre la philosophie du parti nazi (Der Mythos Hitler, 1937). Pourquoi ? Parce que les doctrines fasciste et communiste, déclarées "totalitaires", sont animées, fondamentalement, par une même conviction : celle d'un athéisme radical. Bolchevisme et nazisme ne seraient pas les ennemis que l'on pense. Leur point de suture, l'athéisme, les lie dans un même destin destructeur : extirper la foi de ce monde. Conclusion et mobile de la rupture avec le fascisme : impossible de mobiliser contre Lénine, l'athée, un Hitler plus athée encore. Nombre d'autres intellectuels allemands, antifascistes convaincus et exilés de la première heure - certains, d'ailleurs, de grande envergure comme Thomas Mann -, avaient essayé, dès 1930, mais en mobilisant d'autres arguments à d'autres plans, de convaincre démocrates et libéraux que Hitler ne pouvait être qu'un allié douteux, voire dangereux dans leur lutte contre le communisme - le projet fasciste n'étant finalement, selon eux, qu'une forme dégradée du socialisme et de la mainmise de l'Etat sur l'économie. Mais c'était là des démonstrations d'un tout autre ordre.

Le cas de Herman Rauschning est encore plus exemplaire. Politiquement ultra-conservateur, il est aussi grand propriétaire foncier dans l'Etat de Dantzig. Il adhère au parti fasciste en 1931. En 1934-1935, commencent ses premières frictions avec Hitler et son entourage. Quelques temps plus tard, "désillusionné", il tire le bilan de son adhésion : impossible pour les conservateurs de domestiquer le monstre. Il choisit alors de prendre le chemin de l'émigration. Et c'est alors qu'il publie, lui aussi en 1937, son célèbre Die Revolution des Nihilismus. Kuliss und Wirklichkeit im 3. Reich, ouvrage qui constitue une des premières sources d'inspiration pour les théories sur le totalitarisme "de gauche et de droite". Quel est le bilan que tire Rauschning de son adhésion et de sa participation au régime fasciste ? Il est entièrement négatif. Pourquoi ? Parce que contrairement à ses proclamations affichées, le fascisme n'est pas un facteur d'ordre mais, au contraire, un puissant facteur de désordre, une machine infernale au service de la révolution mondiale

permanente. En effet, selon lui, le fascisme ne peut être jugé ni par sa doctrine, ni par son idéologie, ni par sa propagande. Ce ne sont là que des moyens techniques pour s'assurer de la mobilisation des masses. Pour comprendre le fascisme, il faut chercher ses ressorts cachés dans les véritables motivations et ambitions de ses élites dirigeantes qui se situent, elles, au-delà des slogans et déclarations d'intentions. En 1936, avec le Plan de quatre ans, la situation est claire pour Rauschning : après la liquidation ou l'éviction des premières élites issues des classes moyennes et qui avaient cru au programme affiché du national-socialisme, la nouvelle élite, organisée essentiellement dans les SS, a entrepris, par une mobilisation barbare de la nation, la réalisation de son propre projet : faire table rase du passé, bourgeois y compris ; bolcheviser la société ; instaurer le socialisme d'Etat et créer un empire totalitaire. Ni plus ni moins, le fascisme n'est que la réalisation du projet communiste lui-même ("du passé faisons table ...") et du bolchevisme (militarisation des masses). Une différence peut-être : les bolcheviques ont fait la révolution pour prendre le pouvoir, tandis que les fascistes (faisant semblant d'accepter les règles démocratiques) ont pris le pouvoir pour faire la révolution.

Après ce travail de Rauschning (1937), les préoccupations autour du phénomène des "sociétés totalitaires" - dont l'exemple type serait l'Allemagne nazie et la Russie soviétique - émigrent vers d'autres pays, essentiellement vers les Etats-Unis qui accueillent nombre d'intellectuels allemands de toute obédience. Dans les pages qui précèdent, nous avons essayé de donner, très schématiquement, les différentes étapes ultérieures de l'évolution du concept de totalitarisme. Avant de conclure, mentionnons très brièvement quelques-unes de ces différentes contributions (1).

(1) Je fais abstraction ici des diverses thèses sur le "fascisme brun, fascisme rouge", issues de l'ultra-gauche conseilliste (notamment Otto RUHLE, 1939).

Comme nous l'avons déjà dit, le pacte germano-soviétique, alliance présumée naturelle des frères ennemis, n'a pas manqué de susciter quelques nouvelles tentatives de reformulation du concept de totalitarisme. Certains (C.J. Hays, "The Novelty of Totalitarianism in the History of Western Civilisation", 1940) essayent d'expliquer l'émergence des sociétés totalitaires par la convergence de quelques grands facteurs, tels que la société des masses, le centralisme étatique, l'effondrement des institutions démocratiques représentatives, la dislocation des religions, la crise économique, les défaites militaires, etc. Mais ces analyses, qui sont en fait parmi les premières, n'ont pas convaincu grand monde. En effet, les facteurs évoqués - pas d'une grande originalité finalement - étaient non seulement très généraux, mais en plus, chose plus grave, ils gardaient un curieux silence quant à leurs propres causes et leurs propres préconditions - causes et préconditions qui étaient fort différentes dans les deux cas envisagés (Allemagne, Russie). Ici aussi, du reste, les intentions proclamées du programme national-socialiste étaient mobilisées pour appuyer la théorie de l'amalgame : socialisation des moyens de production, visées égalitaristes, etc. D'autres tentèrent, à des fins identiques, des analyses comparatives plus spécialisées portant sur des secteurs particuliers comme, par exemple, les systèmes éducatifs des deux régimes (Th. Woody, "Principles of Totalitarian Education", 1940). Mais globalement ces analyses n'ont pas eu des effets considérables. L'invasion de l'Union soviétique par les armées hitlériennes, la participation massive des partis communistes à la Résistance, l'"Union Sacrée" dans l'assaut final puis dans les premières années de la "reconstruction", ont refoulé pour quelques années les préoccupations des spécialistes américains des totalitarismes.

Mais ce n'était là que partie remise. La guerre froide, scandée par les ruptures des coalitions, l'étrangement de certaines révolutions, le blocus de Berlin et la naissance de deux Etats allemands, vient de donner une nouvelle impulsion aux recherches et aux théories sur le totalitarisme. Aussi les travaux de cette période seront davantage animés par des objectifs politiques et idéologiques à court terme que par un véritable souci d'objectivité et d'analyse sérieuse. Ce sera là, d'ailleurs, un des reproches que les politologues américains et ouest-allemands de la décennie suivante adresseront à leurs collègues des années 50. Comme nous l'avons déjà signalé, ces recherches s'articulaient autour d'autres théories, souvent antérieures et relativement indépendantes (théorie des élites, société de masses, théorie de l'organisation, etc.). On se consacre, par exemple, à des études apparemment minutieuses et approfondies pour démontrer (D. Lerner, The Nazi Elite, 1951) que les mécanismes qui président à la sélection des élites révolutionnai-

res en Russie soviétique, en Italie fasciste, en Allemagne nazie, voire en Chine communiste, sont essentiellement similaires sinon identiques. Pour démontrer cette thèse, censée, soit dit en passant, nous faire mieux comprendre le processus de la "révolution mondiale", on entreprend une série d'analyses empiriques - mettant en oeuvre une cinquantaine d'"indicateurs" sociologiques et faisant appel à des calculs et à des statistiques ultra-perfectionnées pour l'époque - afin de circonscrire et d'identifier, avec la plus grande précision, le champ de recrutement de l'élite nazie. Sociologiquement et méthodologiquement parlant, les résultats sont plutôt décevants, surtout si l'on tient compte de la disproportion de l'appareil statistique mobilisé. Tout tourne en effet, au niveau des "élites révolutionnaires", autour de la question classique et décisive des classes moyennes et des subdivisions à l'intérieur de ces classes. Mais c'était là des résultats auxquels étaient parvenus, avec beaucoup plus de lucidité et de pénétration, et surtout sans mobiliser tout ce lourd arsenal de chiffres, les penseurs des années 30 alors qu'ils analysaient les bases sociales du mouvement et du régime fascistes (en Italie et en Allemagne). Ces analyses, restées classiques, avaient parfaitement identifié le problème. À présent, tout en faisant abstraction des bases sociales qui ont alimenté ces processus, on conclut - et c'est peut-être là la nouveauté - que les "élites révolutionnaires", tout en étant très composites (regroupant des fractions de plusieurs catégories d'élites), ont ceci de commun et de caractéristique : elles sont "marginales". Et que c'est cette marginalité qui rend possible leur fulgurante ascension. Le totalitarisme permettant d'identifier le fascisme et le communisme, se résume ainsi en l'identification formelle de leurs "élites", sans se préoccuper outre mesure des facteurs historiques et sociaux qui ont présidé à leur émergence. Les causes des révolutions (fascistes et bolcheviques) sont ignorées, à ceci près qu'elles sont ramenées à une seule, qui en constitue aussi leur véritable ressort : la volonté des "plébéiens" de monter et d'occuper des places respectables grâce à la "révolution". Vulgairement dit, c'est l'irrésistible montée des "ratés", des "frustrés", des "aigris", etc. - une "théorie" courante et fort connue.

Comme pour remédier à cette absence d'analyse quant aux fondements sociaux et historiques du totalitarisme, viennent alors, au même moment, certains travaux inspirés des considérations relatives à l'ère des masses - une thématique fort à la mode à cette époque et qui connut nombre d'avatars (H. Arendt, The Origins of Totalitarianism, 1951). Selon cette nouvelle perspective, les totalitarismes procéderaient à la dislocation des classes sociales, voire de leur disparition et de leur fusion dans un gigantesque conglomerat, dans une masse informe. Les crises, dans cette "ère des masses", devraient prendre tout autre allure ; elles enclenchent, pour ainsi dire, une quasi-logique de

démence sociale. Les classes traditionnellement dirigeantes sont incapables de contrôler, par les moyens et les institutions classiques, cette forme de société - devenue précisément masse informe, assemblage monstrueux d'individus sans attaches. C'est alors l'irruption de toutes sortes de déclassés, de marginaux, de déments qui prennent, par la révolution et la guerre, la direction de cette masse devenue poussière et donnent un sur-sens au non-sens du mouvement déclenché. On voit la situation. La boucle est à peu près bouclée. Par un détour qui n'ajoute rien aux discussions antérieures sur l'"ère des masses", on rejoint les théories précédentes sur les élites. Cependant, dans cette bipolarité - d'un côté la "société des masses" et de l'autre les "élites marginales" - on a de la peine à trouver une quelconque analyse de l'histoire concrète du fascisme ou du socialisme. Tout se passe comme si la configuration totalitaire émergeait d'un amas de données (mécanismes de sélection des élites) et de réflexions (crises de l'ère des masses), sans que leurs liens et rapports soient véritablement établis. Les travaux de D. Lerner - qu'il reprend en 1965 avec son World Revolutionary - et de H. Arendt ne suffisaient absolument pas pour fonder une véritable théorie sur le totalitarisme. Quelques années plus tard, d'autres vont s'en charger (C.J. Friedrich, "The Unique Character of Totalitarian Society", 1954 ; K.W. Deutsch, "Cracks in the Monolith. Possibilities and Patterns of Desintegration in Totalitarian Systems", 1954 ; Z. Brezinski, "Totalitarianism and Rationality", 1956, et d'autres). Tout en nuancant leurs démarches, afin d'éviter les pièges des assimilations hâtives et simples dans lesquels sont tombées les tentatives précédentes, les nouvelles recherches s'efforcent d'intégrer les cadres des sciences politiques alors en plein développement aux Etats-Unis (on renoue, notamment, avec les travaux des années 40, dont ceux autrement importants de F. Neumann). En postulant une très grande autonomie de la sphère politique par rapport à l'économie - un postulat lui aussi finalement fort classique - certains essayent d'identifier les "systèmes totalitaires" par la convergence unique et singulière d'une série de facteurs/critères (politiques). L'analyse aboutit à la construction d'un modèle - c'était l'époque où les "modèles" faisaient des ravages aux Etats-Unis - regroupant cinq monopoles : une idéologie monolithique ; un parti unique des masses à direction élitiste et contrôlant l'Etat ; le contrôle absolu sur l'armée et les moyens de communications ; et enfin le règne du terrorisme policier. C'était fort beau, mais de l'aveu même de son auteur (C.J. Friedrich), le modèle ne rendait compte ni du "pourquoi" ni du "comment" des sociétés totalitaires ainsi définies. C'est dire que l'on était encore loin du compte. D'autant plus que d'autres auteurs (K.W. Deutsch) essayaient, au même moment, de prouver qu'on se faisait des idées fausses sur lesdits systèmes : ceux-ci, loin de constituer les blocs monolithiques que l'on

pensait, étaient au contraire pleins de contradictions et de fissures. Systèmes totalitaires, le fascisme et le communisme sont en fait traversés par des contradictions analogues, par des problèmes de choix - plus étendus qu'on ne le pense - que chacun d'eux tente de résoudre à sa façon pour éviter la sclérose. Nous sommes déjà en présence des analyses plus systématiques et plus nuancées quant aux mécanismes du pouvoir et à leur logique propre. Il n'empêche que ces théories sont encore trop tributaires des circonstances qui les ont engendrées et stimulées (guerre froide). De fait, elles ont littéralement fondu au moment même où s'amorçait le grand dégel entre l'Est et l'Ouest (1956), consécutif à la destalinisation, à la mise en chantier de la détente et de la coexistence pacifique. La carrière du concept de totalitarisme entre ainsi dans une nouvelle phase, marquée par la nouvelle conjoncture politique ainsi que par l'irruption, sur la scène, des sciences sociales et politiques alors en pleine expansion, aussi bien dans le monde anglo-saxon qu'en Europe.

Certes, la problématique de l'amalgame reste encore, et pour longtemps, au centre des préoccupations - alimentée notamment par les travaux de Z. Brezinski, "Totalitarianism and Rationality", 1956 ; C.J. Friedrich et Z. Brezinski, Totalitarian Dictatorship and Autocracy, 1965 - mais les recherches commencent à être plus nuancées et plus subtiles quant à leurs jugements. En Allemagne fédérale, on s'oriente désormais vers des études plus "internes" du régime nazi dont on essaye de dégager la dynamique propre. Les politologues perfectionnent les modèles élaborés précédemment - théories des monopoles de C.J. Friedrich (1954) - et s'efforcent surtout de les discuter à travers l'histoire allemande et ses spécificités - notamment à partir de la crise de 1918 (K.D. Bracher, Die Auflösung der Weimarer Republik. Ein Studie zum Problems des Machtverfalls in der Demokratie, 1955 ; K.D. Bracher, W. Sauer, G. Schultz, Die national-sozialistische Machtergreifung, 1960). Certes, on persiste encore dans les comparaisons entre le fascisme et le communisme, le parti nazi et les partis communistes, mais la thèse de l'amalgame n'est plus mobilisée comme un a priori que l'on tente de fonder par des analyses ad hoc. On s'efforce d'examiner davantage la logique interne des systèmes étudiés. L'unité et la fermeté du commandement n'excluent pas la multiplication des centres de décisions. Le Chef n'est suprême que dans la mesure où il parvient à jouer le rôle équilibrateur (une sorte de bonapartisme, également une vieille idée que l'Opposition communiste avait solidement élaborée depuis les années 30). La décennie 50 finissant, nous sommes déjà loin des premières préoccupations en matière de totalitarisme.

Nous avons déjà évoqué le débat des années 60. Celui-ci opère désormais dans les différents courants, voire "écoles" des sciences sociales et politiques, et devient solidaire

des présupposés théoriques et méthodologiques propres à ces courants et écoles. Les recherches sur le totalitarisme perdent dorénavant, du moins en grande partie, leur caractère de "théories de circonstances" (politiques). Les politologues de cette période préfèrent en effet creuser davantage la "question du nazisme" ou la "question des pays de l'Est" que de s'adonner à des travaux plus ou moins spéculatifs, plus ou moins fortement technicisés sur le thème abstrait des "sociétés totalitaires". Spécialistes du nazisme et soviétologues font leur apparition. Plus encore : les politologues et sociologues de cette nouvelle période récusent explicitement les modèles élaborés dans les années 50 pour leur caractère trop idéologique, si ce n'est purement et simplement propagandiste (O. Stammer, "Aspekte der Totalitarismus-Forschung", 1961 ; G. Schulz, "Der Begriff des Totalitarismus und der National-Sozialismus", 1961, parus dans le recueil de B. Seidel et S. Jenkner, Wege der Totalitarismus-Forschung, 1968). Ces modèles, en effet, loin d'étudier le fascisme et le communisme de l'intérieur afin d'en dégager leur "type" et leur "trajectoire", prétendaient les analyser en partant de critères (ou plutôt de valeurs) qui leur étaient entièrement extérieurs (paradigme libéral). C'était là, si l'on se souvient que les années 60 étaient marquées par d'âpres discussions sur la méthode et l'épistémologie des sciences humaines et historiques, une condamnation explicite et sévère des fondements méthodologiques du concept de "totalitarisme". Signalons que ces réflexions critiques - qui parfois prenaient littéralement le contre-pied des thèses des années 50 - venaient alors de l'Allemagne de l'Ouest, de penseurs qu'il serait difficile de soupçonner d'être positivement disposés à l'égard de l'Est. Nous avons déjà signalé que le débat des années 60 se clôt plutôt par un constat d'impuissance. De fait, intégrés ou non dans les catégories des sciences politiques modernes, mobilisant ou non les méthodologies les plus récentes en la matière, impliquant ou non la dimension historique et les spécificités sociales des deux phénomènes (fascisme/communisme), l'ensemble des travaux - toutes périodes confondues - sur le totalitarisme faisaient littéralement l'impasse sur deux points essentiels :

- 1°) l'analyse des conditions et des préconditions socio-économiques, c'est-à-dire des conditions historiques spécifiques qui ont engendré ces deux processus - ascension au pouvoir du fascisme d'une part, processus révolutionnaire en Russie, d'autre part ;
- 2°) les rapports de classes et de fractions de classes sociales à l'intérieur de ces processus singuliers.

En l'absence de toute démonstration, par une analyse rigoureuse, de l'identité ou du moins de l'analogie entre ces deux ensembles des conditions et des rapports, les théories

sur le totalitarisme devraient immanquablement prendre la forme d'une théorie ad hoc de convergence (amalgame). Considérées comme des systèmes en soi - formes pathologique ou démente du pouvoir -, les sociétés totalitaires, fascisme et communisme confondus, surgissaient du néant pour se précipiter à nouveau, une fois leur forfait accompli, dans le vide. L'Occident, lui, le traumatisme passé, devrait continuer, inchangé, sa marche historique. Le train n'avait fait que dérailler. Explicitement ou en creux, cette approche avait pour objectif central, dès le début, de redorer le blason d'une vieille "thèse" que l'"accident" fasciste avait profondément souillée et mise en question : la thèse fort connue de la pérennité de la société bourgeoise.

Et c'est sur ce point précis que vient se greffer, dans les années 70, le nouveau discours médiatique sur le totalitarisme. Toutes les impasses auxquelles avaient conduit, depuis les années 30, les discussions autour du totalitarisme se muent brusquement en autant de terrains fertiles où viennent prendre racine et prospérer une multitude de discours proprement idéologiques : totalitarisme d'Etat, totalitarisme social, totalitarisme culturel, totalitarisme idéologique, totalitarisme du Parti, totalitarisme de la Raison, totalitarisme de la Science, ... : la liste est longue. Repoussoir d'autant plus efficace qu'il est devenu imagerie grotesque et hantise universelle, le nouveau discours médiatique sur le totalitarisme de gauche ou de droite vient finalement réconforter un "Occident" empêtré dans la crise que l'on sait. La morale est ici facile à tirer : afin d'éviter les affres du Goulag et du fascisme, abandonnons toute perspective de changement fondamental de nos sociétés. Telle est, en somme, la "philosophie" spécifiquement médiatique sur le totalitarisme.

VII.

POUR CONCLURE

Les pages qui précèdent ne visent nullement à dédouaner, à quelque titre que ce soit, les pays du "socialisme réellement existant". Loin s'en faut. Elles ont pour objectif, au contraire, de rendre possible une critique vraiment rigoureuse, conséquente et ferme desdites sociétés, proclamées ou auto-proclamées socialistes et communistes. Mais cette critique, je la vois, contrairement à beaucoup d'autres, parfaitement et rigoureusement circonscrite à l'intérieur de trois axes ou, si l'on préfère, à l'intérieur de trois garde-fous - de nature à la fois politique et théorique. Plus précisément, cette critique du

"socialisme réellement existant" et de ses problèmes connexes ne doit en aucune manière sacrifier ni à la critique autonome de la société présente - ici et maintenant -, ni aux convictions et à l'idéal socialistes, ni à l'esprit de rigueur qui interdit toute assimilation et tout amalgame facile et hâtif. Bref, une critique libre et autonome qui ne cède pas aux pressions du moment, aux pesanteurs de la conjoncture, au grand désarroi de notre époque et au "sauve-qui-peut" ; une critique qui militerait encore en faveur de l'émancipation de l'homme.

Du reste, c'est là une optique qui n'est point nouvelle. Il suffit de se renseigner sur les critiques antérieures. En effet, en dépit des "grands silences" de l'histoire officielle, nous savons fort bien que l'activité critique de cet ordre a pu survivre même aux moments les plus sombres de l'histoire. La critique du stalinisme est, tout compte fait, antérieure à la critique du fascisme. Fin 1930, Karl Radek s'étonnait, semble-t-il, qu'il n'y eût pas encore d'étude sérieuse sur le parti fasciste allemand alors que celui-ci connaissait une expansion dangereuse. Quelques années avant, l'Opposition communiste avait déjà solidement élaboré les prémisses de sa critique radicale et ferme de la politique et de l'Etat stalinien. Il est peut-être significatif de constater que certaines analyses et critiques, des plus lucides, sur le fascisme provenaient, dès les années 30, de ceux qui, tout en n'abandonnant pas leurs convictions socialistes, avaient proféré, depuis des années déjà, les critiques les plus fermes, voire les plus virulentes à l'égard du stalinisme. Aussi il est curieux de constater que beaucoup d'intellectuels, c'est-à-dire cette catégorie de citoyens censés avoir un certain "surplus" de conscience, découvrent, horrifiés, le scandale du Goulag aux alentours de ... 1970-1980 ! Il était pourtant connu, critiqué et dénoncé depuis belle lurette. Passons, car une telle analyse relèverait d'une sociologie des intellectuels occidentaux devant le stalinisme et le fascisme.

Je suis prêt, toutefois, à admettre qu'une telle optique critique puisse heurter certains et être rejetés par d'autres en raison, notamment, des engagements politiques et idéologiques qu'elle implique (ou qu'elle présuppose). Abandonnons donc ce terrain et prenons place sur celui, plus "neutre", des exigences essentiellement intellectuelles et théoriques. Admettons aussi que les diverses théories sur le totalitarisme aient un quelconque degré, plus ou moins élevé, de vraisemblance. Je voudrais signaler que, même dans ce cas, la discussion de mon propos reste encore possible et pertinente. En effet, rien - absolument rien - dans ces théories n'interdit d'avancer l'hypothèse suivante : bien que procédant de la même nécessité normative - préserver la liberté et la dignité humaines -, il est possible que les deux procès, celui du fascisme et celui du "socialisme réellement existant", ne procèdent pas nécessairement des mêmes prémisses politico-

empiriques. Autrement dit, émettre l'hypothèse selon laquelle ces deux procès peuvent être différents - dans leurs causes, leurs réquisitoires, etc. - sans que cette différence nuise à leur nécessité axiologique : la défense des valeurs humaines. Aussi, indépendamment et en dehors même de ma propre critique, je plaiderai pour une mise à l'épreuve de ce type d'hypothèse qui n'est, je le rappelle, nullement contradictoire, logiquement parlant, avec les thèses sur le totalitarisme. Mais c'est là un travail qui incombe aux partisans desdites théories.

Yannis THANASSEKOS.

POST-SCRIPTUM

Pierre Henreaux et René Raindorf critiquent aussi la position que j'ai défendue lors du fameux débat soulevé par les émissions télévisées sur L'Ordre nouveau : fallait-il ou ne fallait-il pas donner la parole à Degrelle ? Dans mon article "Objectivité et critique. A nouveau contre Degrelle" (Bulletin numéro 5 de la Fondation Auschwitz, p. 43 et ss), j'avais en effet défendu l'idée qu'il fallait, catégoriquement, refuser la parole à cet individu. Je respecte parfaitement l'opinion contraire de mes contradicteurs. Je pense néanmoins qu'ils n'ont pas répondu à mes arguments, quant au fond du problème. En guise de réponse, ils émettent deux propositions, l'une explicite, l'autre quasi implicite, que je formulerai de la façon suivante : 1°) à travers cette émission, Degrelle s'est montré pour ce qu'il fut et pour ce qu'il est encore : un débile, un délirant, un menteur, un imposteur, un sinistre clown, etc. ; 2°) il ne faut pas avoir peur : nos débats démocratiques sont animés par la devise : "Que la vérité gagne" (ou "La vérité ne peut que gagner").

Quant à la première proposition, je voudrais, à la suite de Pierre Ayçoberry (op.cit.), signaler à mes amis les travaux, entre autres, de la journaliste allemande B. Granzow (A Mirror of Nazism. British Opinion and the Emergence of Hitler, 1929-1933, 1964), qui nous révèlent, par une étude des vieux numéros du Times et du Daily Telegraph, qu'Hitler était présenté à l'opinion publique, et ce jusqu'en 1932, précisément comme un clown, comme un vantard, tantôt rassurant, tantôt inquiétant. Il semblerait qu'une grande partie de l'intelligentsia britannique soit tombée dans le piège. Aujourd'hui Degrelle, Le Pen, des débiles et des clowns encore ? ...

Quant à la seconde proposition, son inconsistance saute aux yeux. Que la vérité

gagne, d'accord ! Mais on sait bien que cette devise dérape vite, surtout sur le petit écran, vers la formule plus banale mais ô combien plus réaliste : "Que le meilleur gagne !" On comprend dès lors comment le glissement devient une vraie glissade : meilleur = celui qui connaît "plus", celui qui connaît mieux "son dossier", celui qui a les meilleurs "arguments", celui qui a les arguments les plus "séduisants", celui qui est le plus "malin", celui qui "passe le mieux", celui qui "présente le mieux", etc. Et qui définit ces critères ? Le Pen, semble-t-il, "passe fort bien", quoiqu'il s'en fiche, lui, de la vérité ...

Y.T.